



Luxembourg, le 30 octobre 2019

**Circulaire n° 3746**

## **Circulaire**

aux syndicats de communes  
aux offices sociaux  
et aux autres établissements publics placés sous la surveillance des communes  
et  
aux administrations communales pour information

**Concerne : Obligations de déclaration du bénéficiaire effectif auprès du Registre des bénéficiaires effectifs**

Madame la Présidente, Monsieur le Président,

D'après les dispositions de l'article 4 de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes « *les syndicats de communes sont des établissements publics investis de la personnalité juridique* » et de l'article 5 de la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale « *l'office social est un établissement public doté de la personnalité juridique* » les syndicats de communes ainsi que les offices sociaux sont des établissements publics ayant la personnalité juridique.

Il en résulte que les syndicats de communes, les offices sociaux et les autres établissements publics placés sous la surveillance des communes sont tenus de s'immatriculer au Registre de commerce et des Sociétés selon l'article 1<sup>er</sup> point 11 de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises qui a la teneur suivante : « *il est tenu un registre de commerce et des sociétés, dans lequel sont immatriculés sur leur déclaration ou sur la déclaration d'un mandataire : 11° les établissements publics de l'Etat et des communes* ».

A noter encore que la loi du 13 janvier 2019 a institué un « Registre des bénéficiaires effectifs » (RBE) qui a pour finalités la conservation et la mise à disposition des informations sur les bénéficiaires effectifs<sup>1</sup> des entités immatriculées au Registre de commerce et des Sociétés. Cette même loi impose aux entités

---

<sup>1</sup> La notion de bénéficiaire effectif se définit par référence à l'article 1 (7) de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme et comprend en principe le ou les dirigeants principaux. Dans ce contexte, la notion de dirigeant principal est à comprendre en général, lorsqu'il s'agit d'un organe collégial, comme étant l'ensemble de l'organe en question et pas seulement le président de l'organe.

immatriculées au Registre du Commerce et des Sociétés de déclarer l'identité de leur(s) bénéficiaire(s) effectif(s).

Il a été constaté que de nombreux entités ne sont toujours pas immatriculées ni au registre de commerce et des sociétés ni au RBE.

Ainsi, je tiens à vous sensibiliser quant à l'importance de ces déclarations et je vous rends également attentif au fait que toute modification ultérieure dans la désignation des bénéficiaires effectifs doit également être renseignée.

Les inscriptions au Registre de commerce et des Sociétés respectivement au RBE peuvent être faites sur le site internet du *Luxembourg Business Registers* : [www.lbr.lu](http://www.lbr.lu).

En cas de questions, n'hésitez pas à contacter le helpdesk du RBE par téléphone au 26 428-1 ou par mail [helpdesk@lbr.lu](mailto:helpdesk@lbr.lu).

Veillez agréer, Madame la Présidente, Monsieur le Président, l'assurance de ma parfaite considération.

La Ministre de l'Intérieur



Taina Bofferding

## Annexes

1. Loi du 13 janvier 2019
2. Loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises
3. Formalisme de déclaration au registre des bénéficiaires effectifs
4. Guide pour l'utilisation des formulaires de déclaration